Mise à jour ramen ministériel

Nº 7 - Mai 1991

Édition spéciale sur la gestion des Ressources humaines

En octobre dernier, la Mise à jour de l'Examen ministériel portait sur le Secteur du personnel et les initiatives mises en oeuvre dans ce domaine à la suite de l'Examen ministériel. Six mois plus tard, nous vous présentons cette édition spéciale axée sur les progrès réalisés à cet égard. Il va sans dire que le budget annoncé par le gouvernement en février et les compressions qu'il imposait ont donné fort à faire au Secteur, qui a dû analyser ces exigences et y répondre.

Le Secteur avait ici pour objectif de s'assurer que le Ministère continue de surveiller le processus et procède aux réductions en tenant compte de notre plan stratégique, des priorités de l'organisation et des exigences auxquelles elle doit répondre. Pour remplir leurs engagements à l'égard du personnel, les sous-secrétaires ont consacré beaucoup de temps et d'efforts à réaménager les effectifs et à offrir aux employés le plus de soutien possible.

Toutefois, pendant cette période difficile, le Secteur a continué de procéder aux améliorations et modifications recommandées par l'Examen ministériel. Les cadres supérieurs se sont efforcés dans la mesure du possible de soustraire aux récentes compressions les ressources requises pour exécuter ces tâches. Voilà de bonnes nouvelles qui réjouiront tous les employés du Ministère.

Nouvelles de la mise en oeuvre

Restructuration du Groupe FS

La première proposition de restructuration du Groupe FS a été présentée le 1er mars 1991 au Comité de gestion, qui l'a approuvée dans son ensemble, bien que certains mécanismes de mise en oeuvre doivent être étudiés plus à fond. Le Comité de gestion a donné le feu vert à la tenue de consultations avec le Conseil du Trésor et la Commission de la fonction publique, donnant ainsi suite à la décision de FP2000 d'étudier la création d'une filière professionnelle distincte du Groupe de la haute direction mais parallèle à celui-ci.

D'autres consultations seront menées avec l'APASE et d'autres organisations intéressées. Le Comité de gestion examinera la proposition finale avant que ne soient engagées les négociations détaillées avec le Conseil du Trésor et la Commission de la fonction publique.

POUR RENSEIGNEMENTS: Robin Higham (APD) 992-3546

Bernard Giroux (APT) 995-1530

